Alors que le PS et le RN soutiennent le gouvernement Bayrou, Tou-te-s dans la rue le 22 mars à l'appel de la France Insoumise !

L'épreuve de vérité du vote du budget a livré son verdict : le PS et le RN ont refusé de censurer le gouvernement, et lui ont permis de faire passer un budget austéritaire, encore plus désastreux que celui présenté par Barnier.



Le PS a dans un premier temps cherché à nous faire croire qu'il avait obtenu des concessions significatives justifiant un refus de censure : ce qui était mis en avant était l'abandon des 3 jours de carence dans la fonction publique ou la suppression des 4 000 postes de fonctionnaires dans l'éducation. Mais ces « victoires » ne peuvent nous faire oublier l'essentiel : par rapport au budget Barnier, les coupes dans les dépenses publiques sont supérieures de 6 Md€ (notamment dans l'écologie, l'enseignement supérieur, le logement…) et les recettes sont également réduites de 6 Md€. Les plus riches et les grandes entreprises sont moins mis à contribution que dans le projet Barnier ! Les quelques mesures qui les frappent (les 2 Md€ de hausse d'impôt sur le revenu pour les plus riches et les 8 Md€ de contribution exceptionnelle pour les grandes entreprises) seront supprimées en 2026 : autrement dit, il faudra des coupes supplémentaires dans les dépenses pour compenser la suppression de ces mesures. Sur le Smic, Bayrou a refusé la hausse de 1 % (soit une hausse de 47 centimes par jour) demandée par le PS. Ni hausse du Smic, ni hausse du point d'indice dans la fonction publique !

Autrement dit, le PS a totalement échoué à infléchir dans le sens de la « justice sociale » le projet de budget du gouvernement. Du coup, il a dû justifier son refus de la censure par la reprise d'un argument des macronistes : il fallait vite un budget à la France pour que le pays puisse continuer à fonctionner. C'est totalement faux : en l'absence de nouveau budget, le budget de 2024 aurait continué à s'appliquer. Sauf que le gouvernement a décidé de bloquer certains crédits pour faire pression sur les députés. Au lieu de dénoncer cette manœuvre, le PS l'a utilisée pour justifier sa trahison. De façon piteuse, il a ensuite présenté une motion de censure en prenant bien soin de la rendre invotable par le RN. C'était tellement une posture que Bayrou s'est permis d'humilier le PS en parlant d'une motion de censure « pour faire semblant » qui ne pourra que récolter « les sarcasmes et le ridicule ».

Bayrou humilie le PS et glisse vers l'extrême droite. En parlant de sentiment de

« submersion migratoire » et en ouvrant le débat sur le droit du sol et l'identité nationale (avec la bénédiction de Faure qui fait semblant de ne pas comprendre le but de ce débat…), le gouvernement fait le choix d'aller sur le terrain de l'extrême droite, avec la complicité des idiots utiles de la gauche bourgeoise. Dans un parallèle saisissant avec les années 1930 (développé avec brio par l'historien Chapoutot), l'extrême centre se rapproche des positions de l'extrême droite, préparant le terrain à de possibles alliances gouvernementales qui se mettent déjà en place dans différents pays d'Europe avec la bénédiction du grand patronat. Quant aux LR (Wauquiez), ils disent désormais clairement qu'il n'y a plus de « cordon sanitaire » et que le seul élément qui empêche encore une alliance avec l'extrême droite est « l'économie » (le RN serait encore trop « gauchiste »). La convergence est désormais presque totale sur l'immigration et le délire identitaire. Le rapprochement entre les macronistes et le RN s'est matérialisé de façon spectaculaire par le soutien du RN à la candidature de Ferrand à la tête du Conseil constitutionnel. La contrepartie est évidente : Ferrand devra garantir la candidature de Le Pen à la prochaine présidentielle et donc casser son éventuelle inéligibilité. Pour survivre à court terme, les macronistes préparent le terrain à l'accession du RN au pouvoir.

Malgré le soutien du RN et du PS, l'avenir de Bayrou est incertain, en raison de « l'affaire Betharram ». Englué dans ses mensonges, Bayrou montre un visage hideux : alors qu'il était informé que des enfants étaient victimes de violences très graves, notamment sexuelles, au sein de cet établissement scolaire catholique, il n'a strictement rien fait pour stopper ces maltraitances. Depuis toujours, Bayrou est un défenseur acharné de l'enseignement privé catholique et il a pris le parti de couvrir des violeurs et des sadiques à soutane plutôt que d'écouter les nombreux signaux d'alerte qu'il a reçus. Le RN couvre Bayrou et a l'indécence d'expliquer que la véritable menace pour nos enfants est l'islamisation des écoles publiques. Le PS est lui aussi bien timoré. La France Insoumise est en revanche en première ligne dans la dénonciation des agissements de Bayrou même si LFI est bien timide sur les conclusions à en tirer. Il ne faut pas simplement renforcer les contrôles sur les écoles privées : l'argent public doit aller uniquement aux écoles publiques.

Sur le plan économique, les signaux sont au rouge. L'inflation progresse à nouveau dans beaucoup de pays alors que la croissance est atone : c'est la stagflation. Malgré une demande déprimée, et alors que le capitalisme ne parvient plus à dégager des gains de productivité importants, les capitalistes augmentent leur prix pour empêcher la baisse de leurs profits. La hausse des droits de douane va aussi alimenter l'inflation dans les mois à venir. Les contradictions s'accumulent : la bulle financière est de plus en plus déconnectée des profits réels, et les Banques centrales sont prises dans un dilemme : soit elles baissent leurs taux d'intérêt et prennent le risque d'alimenter l'inflation, soit elles ne les baissent plus, voire les augmentent, et cela pourrait provoquer une crise financière. D'ores et déjà, les suppressions d'emplois et les plans sociaux se multiplient sans que les directions syndicales organisent quoi que ce soit de sérieux pour s'y opposer. Elles sont incapables de définir des revendications crédibles,

sauf quelques secteurs de la CGT, comme la CGT Chimie qui met à juste titre en avant la nationalisation des grands moyens de production sous contrôle des travailleurs. Mais les directions confédérales (hormis FO qui a claqué la porte) préfèrent discutailler dans le « conclave » de Bayrou sur les retraites plutôt que d'engager un bras de fer avec le gouvernement et le patronat. Pourtant, les choses sont claires : Bayrou a fixé l'objectif d'un retour à l'équilibre financier du système des retraites à horizon 2030, et de plus en plus de membres du gouvernement défendent ouvertement la mise en place d'un régime de retraite par capitalisation, en complément d'un régime de répartition asséché en ressources. Il faut exiger que les directions syndicales quittent le « conclave » de Bayrou !

Dans ce contexte lugubre, Macron prépare les esprits à une hausse délirante des dépenses militaires et à des coupes monumentales dans les dépenses sociales et les services publics pour les financer. Il peut compter sur le soutien de la gauche bourgeoise, qui joue ici encore le rôle qui lui va si bien d'idiote utile du capitalisme pourrissant. Macron a cité « l'exemple » du Danemark, prêt à repousser l'âge de la retraite à 70 ans pour financer son effort de guerre !

Le cours réactionnaire de la période est saisissant. Pour s'y opposer, il ne faudra pas compter sur le PS qui a trahi les engagements du Nouveau Front Populaire. Il ne faudra pas compter non plus sur les Ecologistes et le PCF qui refusent de rompre avec le PS, et qui parlent d'un simple « désaccord tactique » avec le PS au sujet de la censure. Pour eux, l'ennemi principal à gauche est toujours LFI, et ils continuent à chercher la martingale pour briser l'hégémonie de LFI à gauche.

Nous soutenons pleinement l'initiative de LFI d'appeler à de grandes manifestations le 22 mars (journée mondiale contre le racisme et le fascisme) contre le gouvernement et l'extrême droite. Il est urgent de redresser la tête et de retrouver confiance en nos forces. Toutes les organisations du mouvement ouvrier, en premier lieu les organisations syndicales, doivent se saisir de cette date pour tenter d'inverser le rapport de force dans le pays.

Gaston Lefranc, le 1 mars 2025